



HAL
open science

Extension du domaine de la lutte

Hubert Alcaraz

► **To cite this version:**

| Hubert Alcaraz. Extension du domaine de la lutte. 2018, pp.10-11. halshs-02118872

HAL Id: halshs-02118872

<https://shs.hal.science/halshs-02118872v1>

Submitted on 3 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Extension du domaine de la lutte **Hubert Alcaraz**

A à peine deux mois des élections présidentielles, le Venezuela continue à s'enfoncer dans une crise qui est, à la fois, politique, économique et sociale. Les élections anticipées, d'abord prévues pour la fin de l'année, ont été avancées au 22 avril avant qu'elles ne soient repoussées au mois de mai, la date du 20 mai étant finalement retenue, comme l'a annoncé le 1^{er} mars la présidente du Conseil national électoral du Venezuela, Tibisay Lucena, en dehors de tout cadre constitutionnel. C'est la conclusion d'un « accord de garanties électorales » entre les futurs candidats qui paraît avoir permis de fixer l'organisation des élections présidentielles lors de la seconde quinzaine de mai. En réalité l'accord en question ne concerne que certains partis minoritaires de l'opposition et, bien sûr, le gouvernement en place dont le chef, Nicolás Maduro, qui va être candidat à sa propre succession. Cet accord comprend l'élection des parlements régionaux et des maires du pays mais exclut, pour le moment et contrairement à ce qu'avaient paru sous-entendre certains hiérarques chavistes, la désignation d'une nouvelle Assemblée nationale, susceptible de se substituer à l'Assemblée constituante, elle-même élue pour permettre au pouvoir chaviste de contrecarrer l'opposition, majoritaire au sein du Parlement régulier. Le pacte en question, dont la signature a été saluée par Nicolás Maduro, prévoit, notamment, la présence d'une mission d'observation des Nations Unies afin de contrôler la régularité des opérations de scrutin.

Néanmoins, lors des prochaines élections, la plupart des candidats seront inconnus de l'opinion publique puisque les principaux leaders de l'opposition ont choisi de boycotter des élections à la régularité plus que douteuse. En effet, dès la fin du mois de février, la *Mesa de la Unión Democrática*, principale coalition de l'opposition, a indiqué que faute de conditions assurant l'organisation d'un scrutin transparent, démocratique et libre, elle ne participerait pas aux élections. A cet égard, le Conseil national électoral n'offre guère de garanties puisqu'il est totalement contrôlé par les proches de Nicolás Maduro. Ainsi, seul Henri Falcón, dissident chaviste et ancien directeur de campagne d'Henrique Capriles, alors candidat contre Maduro lors de la présidentielle de 2013, jouit d'une petite visibilité. Il est, par ailleurs, soutenu par trois partis minoritaires de l'opposition et fait, par conséquent, figure de principal opposant à l'actuel président, même si la *Mesa de la Unión Democrática* l'accuse de faire le jeu de la dictature en acceptant de participer aux élections. Mais difficile de lutter à armes égales avec un pouvoir qui utilise à son propre profit tous les leviers dont il dispose pour s'assurer le vote des électeurs. Ainsi, par exemple, alors que le Venezuela souffre depuis plusieurs années maintenant d'une recrudescence de maladies longtemps disparues, le 6 avril le président Maduro a annoncé une vaste campagne de vaccination gratuite contre quatorze maladies, dont la diphtérie, la rougeole et la tuberculose, qui nourrissent depuis longtemps la crise sanitaire. La campagne s'achèvera le 13 mai, c'est-à-dire tout juste à une semaine du scrutin, en méconnaissance flagrante du principe d'égalité des armes entre candidats. Mais l'abstention et le boycott sont-ils les meilleurs moyens d'affronter un régime autoritaire extrêmement impopulaire ? C'est finalement la question de l'identification de la meilleure méthode pour lutter contre la dictature qui se pose aujourd'hui, l'opposition n'étant d'accord que sur un seul point : l'extension du domaine de la lutte.

Marge

Nicolás Maduro est président du Venezuela depuis le 5 mars 2013, à la suite du décès d'Hugo Chávez

Contesté depuis 2014, les élections législatives sont remportées en 2015 par l'opposition

Le 29 mars 2017, la Cour suprême s'octroie le pouvoir législatif

Le Venezuela est devenu le deuxième Etat au monde le plus violent, après le Salvador

Le 1er mai 2017, Nicolás Maduro annonce l'élection d'une assemblée constituante afin de réécrire la Constitution de 1999 et dont les membres doivent être désignés, pour moitié, par des mouvements sociaux chavistes et, pour moitié, par un vote où les partis politiques ne peuvent pas présenter de candidats